



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 12 février 2026

***portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des rejets dans les milieux imposées à
la société DMC pour son site situé sur la commune de MULHOUSE***

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE),

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté,

VU la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau,

VU la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau,

VU le Code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre V,

VU en particulier, les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre 1 du livre II du Code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses,

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du Code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel « coquilles » du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin Meuse approuvé par arrêté du 30 novembre 2015,

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux III Nappe Rhin approuvé par arrêté préfectoral le 1^{er} juin 2015,

VU l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires (arrêté codificatif) à la société DMC pour son site du 13 rue de Pfastatt à MULHOUSE,

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2025 portant prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des rejets dans les milieux imposées à la société DMC pour son site situé sur la commune de Mulhouse,

VU rapport INERIS DRC 15 149879-12457C de juin 2016 relatif à la synthèse des résultats de la surveillance initiale dans le cadre de l'action RSDE II,

VU le guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau (version d'avril 2018),

VU le rapport de l'Inspection du 20 septembre 2022 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées demandant un positionnement de l'exploitant quant aux nouvelles valeurs limites d'émissions applicables au site compte-tenu des évolutions réglementaires,

VU le positionnement de l'exploitant du 23 juin 2023 quant à son programme de surveillance, transmis en date du 30 juin 2023,

VU la demande de compléments de l'Inspection en date du 10 février 2025, demandant à l'exploitant d'étendre le champ des paramètres analysés ainsi que d'effectuer la compatibilité milieu de ses rejets,

VU les compléments apportés par la société DMC en date du 1er août 2025,

VU le rapport de l'Inspection daté du 8 septembre 2025 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées analysant la vérification de la conformité réglementaire des rejets aqueux de l'installation,

VU la transmission par la DREAL du rapport d'instruction en date du 16 septembre 2025 et la transmission par la préfecture du Haut-Rhin du projet d'arrêté en date du 29 septembre 2025 pour que l'exploitant émette ses observations,

VU les observations formulées par l'exploitant par courriel du 26 septembre 2025,

VU la demande formulée par l'exploitant par courrier en date du 17 décembre 2025,

Considérant l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée,

Considérant que l'entrée en application des arrêtés ministériels susvisés des 24 août 2017 et 3 août 2018 vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site de la société DMC,

Considérant que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur,

Considérant l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale fixé par la directive 2000/60/CE susvisée,

Considérant que la masse d'eau réceptrice, GRAND CANAL D'ALSACE - BIEF DE KEMBS A NEUF-BRISACH, est classée en mauvais état chimique lors de l'état des lieux défini par l'arrêté préfectoral n° 2022/141 portant approbation des SDAGE 2022-2027 des parties françaises des districts du Rhin et de la Meuse et arrêtant les Programmes pluriannuels de mesures correspondants, et qu'il convient d'améliorer cet état au sens des objectifs fixés par la directive 2000/60/CE susvisée,

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant qu'au vu des éléments transmis par l'exploitant dans le cadre de son positionnement et du déclassement actuel de la masse d'eau pour les paramètres Benzo(g,h,i)perylene, Benzo(a)pyrene et PFOS, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin de réviser :

- les fréquences d'autosurveillance en lien avec les prescriptions ministérielles susvisées, et la sensibilité du milieu,
- les valeurs limites d'émission en lien avec les prescriptions ministérielles susvisées, et l'état de la masse d'eau à atteindre ou conserver.

Considérant que les dispositions prises dans le présent arrêté sont des retranscriptions des dispositions réglementaires ministérielles adaptées à la situation du site, et des principes de compatibilité milieu dictés par les directives et décrets susvisés, qu'elles constituent par ailleurs une sévèrisation globale des prescriptions, dès lors il n'est pas nécessaire de recueillir l'avis de du Conseil de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

Considérant les observations de l'exploitant transmis en date du 26 septembre, demandant de modifier la valeur limite haute en pH de 8,5 à 10, de restreindre la liste des substances à mesurer aux 38 substances qu'il a reprise à la suite du rapport INERIS DRC 15 149879-12457C, de modifier la valeur limite d'émission du cuivre de 50 µg/l à 100 µg/l compte-tenu de la nature de ses effluents (uniquement 20 % des effluents sont soumis à la VLE de 50 µg/l, les 80 % restant sont soumis à une VLE de 150 µg/l), de la demande de restreindre à trois et non quatre le nombre de mesures sous la limite de quantification avant l'abandon de surveillance de paramètre, de la demande d'abandon de surveillance des paramètres Chrome VI, Plomb, HAP, Chrome, Nickel et Manganèse,

Considérant que la demande d'augmentation de la valeur limite haute en pH doit faire l'objet d'une demande de dérogation formelle à l'arrêté ministériel, en présentant une étude pouvant démontrer un bilan bénéfice-coûts en défaveur de la mise en œuvre de cette valeur limite, que cette étude nécessite un délai incompatible avec l'application immédiate d'une valeur limite haute de pH à 8,5 à date,

Considérant que la liste issue du rapport INERIS date de juin 2016 et est antérieure à la liste des substances fixées par l'article 32-4 de l'arrêté du 2 février 1998 (modifié en 2017) susvisé, qu'en conséquence les paramètres présents à l'article 32-4 doivent faire l'objet d'une analyse et que la demande de modification du projet d'arrêté préfectoral n'est pas recevable,

Considérant que pour la demande d'augmentation de la valeur limite d'émission en cuivre, il convient d'appliquer la valeur limite d'émission par type d'effluent, notamment la valeur limite de 50 µg/l pour les rejets aqueux issus des installations de combustion soumises à déclaration pour la rubrique n°2910 et la valeur limite de 150 µg/l pour les rejets aqueux issus des installations de textile soumises à l'application de l'arrêté du 2 février 1998, qu'en conséquence il convient de modifier le projet d'arrêté préfectoral,

Considérant que l'argumentaire du nombre de mesures sous la limite de quantification est issu du guide de mise en œuvre de la démarche RSDE susvisé, que celui-ci indique trois mesures sous la limite de quantification lors de la campagne initiale de mesure de six mesures, que cela n'est pas applicable à cette situation puisque seules quatre mesures sont demandées en totalité avant abandon de surveillance si celles-ci sont toutes inférieures à la limite de quantification, qu'en conséquence le projet d'arrêté préfectoral ne sera pas modifié sur ce point,

Considérant que la demande d'abandon de surveillance des paramètres Chrome VI, Chrome, Nickel et Plomb est recevable puisque l'exploitant démontre qu'il dispose de quatre mesures sous la limite de quantification, qu'il convient en conséquence de modifier le projet d'arrêté préfectoral,

Considérant que la demande d'abandon de surveillance pour les paramètres HAP et Manganèse n'est pas recevable puisque les dernières mesures de ces paramètres se situent au-dessus de la limite de quantification et montre des variabilités, qu'en conséquence le projet d'arrêté préfectoral ne sera pas modifié sur ce point,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : sans préjudice des dispositions des arrêtés ministériels susvisés pris au titre de l'article L. 512-5 du Code de l'environnement concernant certaines installations soumises à autorisation, le présent arrêté définit les prescriptions d'exploitation des installations classées présentes sur le site. Ces prescriptions s'appliquent également aux autres installations ou équipements non classés exploités dans l'établissement qui sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Sont notamment opposables les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les prescriptions préfectorales définies antérieurement sont modifiées comme suit :

Références des actes antérieurs	<i>Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées</i>	<i>Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)</i> <i>Références des articles correspondants du présent arrêté</i>
Arrêté du 23 janvier 2014	Article 4.3.7	Modifié par le présent arrêté : article 2
	Article 4.3.9.1 et 4.3.12	Modifiés par le présent arrêté : article 3
	Article 9.3.2.1	
	Articles 9.2.4.2 et 9.2.4.3	Abrogées

Article 2 : caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.

Les effluents rejetés au milieu naturel doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Ces effluents rejetés au milieu naturel doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < [30°C] °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5¹
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l

Dans le cas du rejet dans le réseau d'assainissement les effluents doivent être exempts :

- de produits susceptibles de dégager, en égout, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des égouts ou des ouvrages de traitements, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement de la station de traitement

¹à compter du 1^{er} février 2027

Article 3 : valeurs d'émissions, fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux de DMC vers la STEU de Sausheim (eaux industrielles).

Les dispositions des articles 4.3.9.1, 4.3.12 et 9.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2014 sont supprimées et remplacées par les suivantes.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les périodicités d'autosurveillance définies ci-dessous.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) :

Rejet NORD effluents industriels et autres.

Nom des substances	Code SANDRE	VLE en concentration applicable au rejet	Flux maximal journalier	Périodicité de suivi	Type de suivi	Fréquence de la mesure comparative
Débit	1552	1 700 m³/j		continu	continu	Selon les dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998
Température	1301	< 40 °C		continu	continu	
pH	1302	5,5<pH<8,5²		continu	continu	
MES	1305	600 mg/l	150 kg/j	journalier	24 h asservi au débit	
DCO	1314	2000 mg/l	1700 kg/j	journalier		
DBO5	1313	800 mg/l	800 kg/j	hebdomadaire		
Azote Global	1551	150 mg/l	25,5 kg/j	hebdomadaire		
Phosphore total	1350	50 mg/l	5,5 kg/j	hebdomadaire		
Indice phénols	1440	0,3 mg/l	450 g/j	hebdomadaire		
Indice Cyanures totaux	1390	0,1 mg/l	170 g/j	Semestriel		
Cuivre	1392	0,15 mg/l	150 g/j	Semestriel		
Zinc	1383	0,8 mg/l	150 g/j			
Manganèse	1394	1 mg/l	1,7 kg/j			
Etain	1380	2 mg/l	3,4 kg/j			
Fer + aluminium	7714	5 mg/l	5 kg/j			
AOX	1106	1 mg/l	1,5 kg/j	Trimestriel		
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	9 kg/j	Semestriel		
Fluorures	7073	15 mg/l	9 kg/j			
Alachlore	1101	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel	24 h asservi au débit	
Anthracène *	1458	0,025mg/l	42,5g/j	mensuel		
Atrazine	1107	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel		
Tétra BDE * 47	2919	0,025 mg/l	42,5 g/j	mensuel		
Penta BDE * 99	2916	0,025 mg/l	42,5 g/j			
Penta BDE 100	2915	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel		
Hexa BDE * 153	2912	0,025 mg/l	42,5 g/j	mensuel		
Hexa BDE 154	2911	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel		
Hepta BDE 183 *	2910	0,025 mg/l	42,5 g/j	mensuel		

Déca BDE 209	1815	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel	
Chloroalcanes C10-13*	1955	0,025 mg/l	42,5 g/j	mensuel	
Chlorfenvinphos	1464	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel	
Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos)	1083	0,025 mg/l	42,5 g/j		
Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine)	1103/1173/1181/1207	0,025 mg/l	42,5 g/j		
DDT total	7146	0,025 mg/l	42,5 g/j		
1,2-Dichloroéthane	1161	0,025 mg/l	42,5 g/j		
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168	0,05 mg/l	85 g/j		
Diuron	1177	0,025 mg/l	42,5 g/j		
Endosulfan (somme des isomères) *	1743	0,012 mg/l	20,4 g/j	mensuel	
Fluoranthène	1191	0,003 mg/l	5,1 g/j	trimestriel	
Naphtalène	1199	0,025 mg/l	42,5 g/j		
Hexachlorobutadiène *	1652	0,025 mg/l	42,5 g/j	mensuel	
Hexachlorocyclohexane (somme des isomères) *	1200/1201/1202	0,025 mg/l	42,5 g/j		
Isoproturon	1208	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel	
Nonyphénols *	1958	0,025 mg/l	42,5 g/j	mensuel	
Octylphénols	6600/6370/6371	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel	
Pentachlorophénol	1888	0,025 mg/l	42,5 g/j		
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	7088	0,025 mg/l	10 g/j		

<u>Simazine</u>	1263	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel						
<u>Tétrachlorure de carbone</u>	1276	0,025 mg/l	42,5 g/j							
<u>Trichlorobenzènes</u>	1774	0,025 mg/l	42,5 g/j							
<u>Trichlorométhane</u>	1135	0,050 mg/l	85 g/j							
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP) *	6616	0,025 mg/l	42,5 g/j	mensuel	24 h asservi au débit					
Trifluraline *	1289	0,025 mg/l	42,5 g/j							
Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) *	6561	0,05 µg/l	85 mg/j							
Quinoxifène *	2028	0,025 mg/l	42,5 g/j							
Dioxines et composés de type dioxines* (dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD)	7707	0,025 mg/l	42,5 g/j							
<u>Aclonifène</u>	1688	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel						
<u>Bifénox</u>	1119	0,017 mg/l	28,9 g/j							
<u>Cybutryne</u>	1935	0,005 mg/l	8,5 g/j							
<u>Cyperméthrine</u>	1140	0,025 mg/l	42,5 g/j							
Hexabromocyclododécane (HBCDD) *	7128	0,025 mg/l	42,5 g/j	mensuel						
Heptachlore et époxyde d'heptachlore *	7706	0,025 mg/l	42,5 g/j							
<u>Arsenic</u>	1369	0,025 mg/l	42,5 g/j	trimestriel	24 h asservi au débit					
<u>AMPA</u>	1907	0,45 mg/l	765 g/j	mensuel						
<u>Glyphosate</u>	1506	0,028 mg/l	47,6 g/j	trimestriel						
Sulfate	1338	2000 mg/l	3,4 t/j	tous les 3 ans						
Sulfites	1086	20 mg/l	34 kg/j							
Sulfures	1355	0,2 mg/l	340 g/j							

²à compter du 1^{er} février 2027

- Concernant les substances indiquées **en gras** ou soulignées dans le tableau ci-dessus, si pour quatre analyses consécutives réalisées sur les effluents de DMC, la valeur d'un paramètre est mesurée à une valeur inférieure à la limite de quantification, le suivi de ce paramètre pourra être abandonné.
- Les substances dangereuses en gras marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions suivantes : pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le réseau d'assainissement communal, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les périodicités d'autosurveillance définies ci-dessous.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 10 mg/l.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Rejet SUD eaux de ruissellement parking: N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5).

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Fréquence
DCOeb (sur effluents brut non décanté)	2000	annuelle
MEST	600	
Hydrocarbures totaux	10	
pH	Entre 5,5 et 8,5	
Température	< 30°C	

Le contrôle des eaux pluviales issues du ruissellement sur le parking partie sud, pourra se faire sur un échantillon moyen en sortie des trois séparateurs d'hydrocarbures. En cas de dépassement, charge à l'exploitant de renouveler et de détailler les analyses afin de déterminer l'origine de la pollution.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un bilan du fonctionnement de la station d'épuration (SIVOM) et des rejets dans le milieu récepteur (le Rhin).»

Contrôle des effluents aqueux issus des installations soumises à déclaration de la rubrique n° 2910.

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites d'émission du point 5.6 de l'annexe de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 en ce qui concerne les effluents aqueux issus de son installation de combustion.

Il mesurera la concentration de la pollution rejetée au moins tous les trois ans, dans des conditions telles qu'indiqué dans le point 5.9 de l'annexe de cet arrêté à un point de rejet interne sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Article 4 : modalités d'exécution.

Article 4.1 : publicité.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de Mulhouse pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de .

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.2 : frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4.3 : droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4.4 : sanctions.

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du Code de l'environnement.

Article 4.5 : transmission à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 4.6 : exécution.

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Mulhouse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand'Est, chargé de l'inspection des installations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société DMC.

À Colmar, le 12 février 2026

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD

Délais et voies de recours (article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).